

Le lien entre l'Iran, le pétrole et le capitalisme

Partage international n° 453 - Mai 2026

De nombreuses personnes s'interrogent sur les véritables raisons de la guerre avec l'Iran, et les analyses que nous vous présentons, bien que complexes, apportent un éclairage sur la question. Elles révèlent également le degré d'inhumanité qui a été atteint et la nécessité de passer le plus rapidement possible aux énergies renouvelables.

Selon George Monbiot, journaliste et écrivain, il existe un lien direct entre le capitalisme, le pétrole et l'Iran, un lien étroit qui peut ne pas sembler évident pour les lecteurs non avertis. Dans un article récent, il fait remarquer que l'Iran est historiquement aux mains d'un pouvoir répressif détenu par des ayatollahs parce qu'en 1953, le gouvernement de Winston Churchill a persuadé la CIA de déclencher un coup d'État contre le gouvernement démocratique soutenu par le peuple de Mohammad Mossadegh. Pourquoi ? Parce que M. Mossadegh projetait de nationaliser la compagnie pétrolière anglo-iranienne (AIOC) pour empêcher une puissance étrangère (le Royaume-Uni) de s'accaparer la richesse du pays.



Manifestation anti-énergies fossiles (Photo : Frypie, Wikimedia Commons)

Les États-Unis ont accédé à cette demande, et avec le concours du Royaume-Uni, la deuxième tentative de coup d'État a permis aux États-Unis de rétablir la dictature du shah Mohammad Reza Pahlavi. En 1954, un consortium occidental a donné à l'AIOC, qui devint plus tard la British Petroleum (BP), 40 % du

pétrole iranien, et les entreprises américaines en ont perçu également 40 %. Le reste des parts revint aux partenaires européens. La répression croissante exercée par le shah dans les années 1970 a déclenché une révolte qui porta au pouvoir l'ayatollah Khomeini.

G. Monbiot établit le lien entre le pétrole et le capitalisme en ces termes : « *La puissance militaire mondiale a en grande partie pour fonction de fournir les profits issus des ressources naturelles, le pétrole en particulier, aux banques et leurs actionnaires, aux négociants de matières premières et gestionnaires d'actifs, aux fonds spéculatifs et aux sociétés de capital-investissement. Servant le même objectif, une infrastructure de persuasion, composée de lobbyistes, de médias, et d'algorithmes de réseaux sociaux, est mobilisée pour assurer que les personnes les plus amoraux, cruelles et belliqueuses soient choisies comme dirigeantes, afin de permettre au flux du pétrole et d'autres produits de continuer à bénéficier au capital, quel que soit le coût humain. Leurs opposants sont diabolisés et les alternatives rejetées comme irréalistes, impopulaires et trop coûteuses. Le contrôle des ressources est la force motrice de la politique.* »

L'intérêt de l'occident pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale n'est pas nouveau puisqu'il perdure depuis plus d'un siècle, avec de nombreuses tentatives de gouvernements étrangers pour contrôler la région, en partie en raison du pétrole gisant sous ses sables, mais également, ces dernières décennies, pour des raisons financières. Un article d'Ellen Brown évoque l'objectif secret des États-Unis, d'une « *domination financière à tous les niveaux* », lequel a été révélé en 2000. C'était juste après que le monde s'est ouvert en 1997, au marché des produits dérivés non régulés grâce à l'accord sur les services financiers de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le marché des produits dérivés est évalué à 846 000 milliards de dollars, plus de sept fois le montant de l'économie mondiale, et considéré par les économistes comme une bulle prête à éclater. De façon significative, l'Iran possède le seul système bancaire au monde fonctionnant totalement sans intérêts, ce qui l'isole de la vulnérabilité des produits dérivés et en fait un obstacle structurel au contrôle financier américain.

Le pétrole n'a pas donné naissance au capitalisme, mais il l'a massivement répandu et lui a donné du

pouvoir. G. Monbiot déclare que si nous nous désengageons du pétrole « *nous retirerons les moyens financiers aux dictateurs et aux machines de guerre, aux coups d'États et aux assassinats, aux invasions et aux menaces nucléaires. Cela ne fait pas tout bien sûr. Il y aura encore des guerres pour l'eau, des guerres pour la terre et pour les minerais ; après tout la machine militaire ne peut pas rester là à rouiller. Mais ce serait déjà beaucoup.* »

En abandonnant les combustibles fossiles, nous résoudrons une deuxième urgence, en plus des guerres et de la violence, celle de l'environnement, qui cause tant de souffrances dans le monde par le biais des désastres climatiques, des températures excessives, de la pollution et d'autres conséquences liées à leur combustion. Passer aux renouvelables ne sera cependant pas facile car les capitalistes du secteur des combustibles fossiles feront tout leur possible pour éviter que cette transition n'advienne. Cela nécessiterait un élan comme nous n'en avons pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pour hâter cet élan, G. Monbiot porte à notre connaissance une initiative essentielle qui va dans ce sens : le film - *People's Emergency Briefing* -, présenté par des bénévoles dans les cinémas à travers le Royaume-Uni, devrait faire pression sur le gouvernement afin qu'il explique comme il se doit la situation en Iran, et entraîner une mobilisation à grande échelle.

Dans une tribune du *New York Times*, Davis Wallace-Wells qualifie la guerre en Iran de symptôme de l'ordre énergétique en déclin (les combustibles fossiles), avant que le nouvel ordre (les renouvelables) ne s'impose. Il considère la guerre en Iran comme le troisième choc énergétique majeur de ces dernières années, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement au moment de la Covid étant les deux premières.

Il est probable que la hausse des prix déclenchée par la guerre en Iran perdure quelque temps. Notre ancienne complaisance et notre confiance concernant la disponibilité et la stabilité du pétrole pourraient donc donner lieu à un mouvement de transition vers les renouvelables. D. Wallace-Wells reconnaît qu'elle puisse ne pas être ni pacifique ni rapide, les gouvernements des pays en développement étant dépendants des taxes des sociétés du secteur énergétique ou du financement direct des activités issues des combustibles fossiles détenues par les États. Il sent cependant que le rejet populaire de la guerre en Iran pourrait marquer le début de la fin des énergies fossiles.

Première conférence sur la transition énergétique

Les conférences des Nations unies sur le changement climatique (COP) se tiennent tous les ans depuis 1995. Elles se sont cependant principalement attachées à soustraire de la responsabilité humaine les émissions de gaz à effet de serre mis en cause dans le changement climatique. Ce n'est que lors de récentes rencontres que le problème majeur (la nécessité de supprimer progressivement l'utilisation des combustibles fossiles) a été mis à l'ordre du jour. La nature consensuelle des réunions et le fait qu'un grand nombre de lobbyistes et de pays dépendants économiquement des énergies fossiles sont des participants, peut expliquer cette anomalie.

Lors de la COP 30 de novembre dernier par exemple, un groupe d'États pétroliers a mis son veto à la proposition d'élaborer une feuille de route pour sortir progressivement des énergies fossiles. En fait, les mots « combustibles fossiles » n'apparaissent nulle part dans le texte final de l'accord de la COP 30. Pourtant, 85 pays étaient favorables à cette proposition.

Les gouvernements de Colombie et des Pays-Bas sont maintenant les organisateurs de la première conférence sur la sortie équitable des énergies fossiles, programmée du 24 au 29 avril 2026 à Santa Marta en Colombie. C'est la première fois que des gouvernements, dans ce cas une « coalition de volontaires » organisent un sommet international majeur dédié spécifiquement à la sortie des énergies fossiles. Il est conçu non pour remplacer les COP mais comme un complément et pour procurer une plateforme politique stable aux pays prêts à mettre en œuvre un plan d'action élaboré pour sortir des combustibles fossiles. Il ne sera pas régi par le consensus mais par la règle de la majorité, pour éviter que certains pays ne le sabotent.



Manifestation lors de la COP 30 (Photo : Xuthoria, Wikimedia Commons)

Les quatre premiers jours de la conférence seront consacrés aux échanges entre participants, avec des espaces distincts pour le monde universitaire, les organisations de la société civile, le secteur privé, les travailleurs, les administrations régionales, et l'assemblée du peuple. Les deux derniers jours seront destinés aux ministres représentants des gouvernements régionaux, aux porte-parole et aux représentants des groupes de participants.

L'objectif de la conférence de Santa Marta est de commencer à élaborer la feuille de route bloquée lors de la COP 30 et de se mettre d'accord sur des solutions concrètes que des réunions de suivi pourront affiner, pour permettre aux gouvernements de les mettre en œuvre. Les organisateurs espèrent que ce sommet permettra à ce processus international de se pérenniser et de conduire les pays du Pacifique à organiser un prochain sommet pour faire avancer les réalisations. Pour s'assurer que la sortie des énergies fossiles n'affectera pas les travailleurs, les communautés et les économies des pays qui en dépendent, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a exhorté l'Agence internationale de l'énergie d'aider à créer une plateforme mondiale où les secteurs publics et privés pourront « *faire coïncider le recul des investissements dans les combustibles fossiles avec l'augmentation rapide de l'énergie propre.* »

Les reporters du *Guardian*, Mark Hertsgaard et Kyle Pope, déclarent que l'arme secrète de la réunion en Colombie réside en son potentiel à fonctionner comme une superpuissance économique. En effet, le produit national brut combiné (PNB) des 85 pays soutenant le plan d'action s'élève à 33 300 milliards de dollars, et, si la Californie rejoint le groupe avec un PNB de 4 100 milliards, cette superpuissance économique atteindra 37 400 milliards, un peu moins que les PNB conjugués des États-Unis et de la Chine. Si ce groupe émet des plans de sortie des combustibles fossiles transparents et convaincants, les investisseurs publics et privés pourraient passer aux renouvelables pour ne pas se retrouver avec des actifs bloqués, sans valeur.

Comme l'a déclaré Catarina Rolfsdotter-Jansson, représentante du media « *We don't have time* » (le temps presse), « *la conférence de Santa Marta représente une occasion décisive de s'attaquer aux crises interdépendantes auxquelles nous sommes confrontés toutes issues du même système fondé sur les énergies fossiles. Elle offre une voie concrète pour relancer la coopération multilatérale, restaurer les normes internationales, et accélérer une sortie mondiale équitable des énergies fossiles, fondement de la paix, de la stabilité et de la protection de la vie.*

» Elle affirme que cela peut constituer le début de la fin des énergies fossiles.

Nous publierons dans le prochain numéro un compte-rendu des résultats de cette conférence.

La campagne du Vatican pour encourager le désinvestissement des industries minières



Cité du Vatican, basilique Saint-Pierre (Photo : Dietmar Rabich, Wikimedia Commons)

L'encyclique environnementale du Pape François en 2015, *Laudato Si* (Loué sois-tu) inspire encore aujourd'hui une action réelle parmi les dirigeants catholiques. En mars 2026, le Vatican a lancé une campagne pour encourager le désinvestissement des industries minières, de manière à aligner les placements financiers de l'Église avec ses enseignements sur l'écologie. La campagne consiste à créer un réseau œcuménique de catholiques et d'autres confessions chrétiennes, le *Réseau des Églises et des mines*, qui est particulièrement actif en Amérique Latine.

Lors d'une conférence de presse au Vatican, des groupes autochtones aussi bien que des cardinaux, ont témoigné de la manière dont les extractions minières menacent la santé humaine, les écosystèmes environnementaux et la justice sociale. Yolanda Flores, porte-parole du peuple Aymara au Pérou, a expliqué que les mères indigènes craignent d'empoisonner leurs enfants à cause de la pollution de leur eau par le ruissellement causé par l'extraction. Elle a demandé : « *Qui finance cela ? Qui fournit l'argent pour nous empoisonner ?* »

Le cardinal guatémaltèque Alvaro Ramazzini décrit les conséquences de l'extraction d'or et d'argent sur leurs terres par une société minières canadienne. Bien qu'il s'agisse d'une activité légale, il se demande : « *Les opérations d'extraction sont-elles équitables en terme de justice redistributive ? Non.* » Bien qu'elles aient procuré de l'emploi à court terme

pour la population, elles n'ont pas favorisé le développement à long terme des communautés concernées.

En 2022, le pape François a créé un comité d'investissement composé d'experts financiers de l'Église incluant la consultation d'experts financiers externes afin de garantir « *la nature éthique des placements du Saint-Siège selon la doctrine sociale de l'Église, ainsi que leur rentabilité, leur adéquation et leurs risques.* » La campagne du Vatican est destinée à encourager les Églises locales à reconsidérer leurs stratégies d'investissement et à se désengager lorsqu'elles sont en conflit avec la doctrine sociale, ainsi que de partager l'information, en particulier avec les groupes autochtones, sur les types d'extraction effectués sur leurs terres.

Le milliard d'adepte de l'Église catholique et ses importants placements institutionnels permettent d'avoir un impact concernant cette décision de désinvestir. Elle envoie un puissant message aux marchés mondiaux et aux institutions, soutenant que le profit ne doit jamais se réaliser aux dépens du peuple ou de la planète, et créant un précédent qui pourrait se propager aux diocèses, aux organisations religieuses ou même aux systèmes financiers laïques.

Edwin Wangombe, journaliste au « *We don't have time* » (*le temps presse*) résume : « *Voilà à quoi ressemble une véritable gestion du climat : ne pas seulement prôner le changement mais l'incarner.[...] Cela prouve que les institutions aussi, si traditionnelles soient-elles, peuvent évoluer et devenir de puissantes alliées pour construire un futur plus propre, plus juste et plus durable pour tous.* »

Etats-Unis : une nation autochtone nettoie une zone contaminée

Entre 1891 et les années 1970, des millions de tonnes de plomb et de zinc ont été extraites de la zone d'exploitation minière des trois États, qui s'étendait à travers le Kansas, le Missouri et l'Oklahoma. Les gigantesques tas de roches toxiques appelés *chat piles*, vestiges des opérations minières, ont été intégrés dans ce que l'*Agence de protection environnementale américaine* (EPA) a appelé, en 1983, le site *Superfund* de *Tar Creek*. C'était l'un des endroits les plus pollués du pays, et la partie située en Oklahoma couvrait presque tout le territoire de la nation Quapaw.

Les *chat piles* contenaient du plomb et du cadmium, déversant des toxines lorsqu'il pleuvait. Les tunnels creusés près de la surface s'écroulaient souvent,

engloutissant du bétail, des voitures et même des maisons. Des eaux acides remontaient à la surface et coloraient *Tar Creek* en orange rouille. En 1979, une étude révéla que 34 % des enfants amérindiens dans cette zone avaient dans le sang des taux de plomb dangereusement élevés. Cette terre autrefois foisonnante était presque morte.



*Chat Pile at Picher, Oklahoma Superfund Site
(Photograph: Kelly K, Wikimedia Commons)*

Les entrepreneurs, engagés grâce à une subvention, n'ont défriché que partiellement le terrain en grattant la couche arable nécessaire à la culture, en conséquent la tribu leur a signifié qu'ils n'étaient plus les bienvenus sur leur territoire et a pris le relais. Les Quapaw ont commencé à nettoyer eux-mêmes le sol, l'ont amendé avec de la bonne terre arable, l'ont ensemencé et paillé, puis ils ont envoyé la facture à l'EPA. Leur objectif était de rendre la terre à nouveau productive et ils y sont parvenus.

Ils ont restauré la terre avec du compost de champignons et aux endroits où la contamination avait été traitée selon les standards de l'EPA, ils commencèrent des cultures en rangs. Au début, ces cultures ne furent pas florissantes à cause de la pauvreté du sol, mais ils ont continué à l'enrichir et au bout de 40 ans de traitement curatif, ce sont maintenant plus de mille hectares de culture en rangs qui permettent de fournir un revenu à la tribu. Le bétail paît sur des terres moins fertiles, et les terres inadaptées aux cultures ou au bétail ont été laissées en friche pour la faune et la flore. Il reste encore du travail à faire mais la tribu persévère. Pour les Quapaw, l'agriculture signifie identité et indépendance.

Les Quapaw, une communauté de plus de 6 000 membres, représentent la première et l'unique nation tribale du pays à gérer et à réaliser une opération de nettoyage avec l'aide du programme *Superfund*. L'EPA leur a finalement versé les milliers de dollars dépensés pour ce projet.

En Afrique, un moyen gagnant-gagnant de protéger les écosystèmes

En 2010, le milliardaire sud-africain Mark Shuttleworth s'est rendu sur l'île ouest-africaine de Principe à la recherche d'un endroit propice pour construire une maison. Principe est connue pour la spécificité de sa faune et de sa flore depuis sa découverte par les navigateurs portugais en 1471. Étant inhabitée et séparée du continent africain par plus de 260 kilomètres d'océan, elle avait développé au fil des années, des forêts tropicales uniques. Parmi les principaux prédateurs figurent des escargots terrestres géants et des crabes, et de nouvelles espèces y sont découvertes encore aujourd'hui, ce qui lui a valu le surnom de « Galapagos africaine ».



Nectarinii de l'île de Principe (Anabathmis hartlaubii), mâle (Photo : Charles J. Sharp, Wikimedia Commons)

Les Portugais y ont initié une économie de culture du cacao, mais ce commerce fut abandonné en 1975 avec l'indépendance de l'île. Les descendants d'esclaves et de travailleurs venus d'Angola et du Cap Vert se sont alors tournés vers une agriculture de subsistance, pénétrant plus profondément dans les parties inexplorées de l'île, coupant des arbres, et cherchant du fourrage.

Peu après l'arrivée de M. Shuttleworth, la recherche d'un nouveau terrain pour sa maison se transforma en désir d'aider les habitants de l'île. Tout d'abord, il convertit une ancienne demeure de plantation en hôtel dont le personnel était composé de locaux formés à cette fin, mais il voulait faire plus. « *La voie normale de développement pour Principe serait de raser la forêt et de cultiver des grains de poivre estampillés commerce équitable, mais nous voulons*

les récompenser en tant que jardiniers de leur précieux environnement. » a-t-il déclaré.



Vendeur de petits pains sur l'île de Principe (Photo : César J. Pollo, Wikimedia Commons)

Engageant plus de cent millions d'euros de sa propre fortune, il a créé un projet de développement durable qui bénéficie également à l'environnement. Les villageois qui acceptent de se conformer à un code de protection de l'environnement reçoivent un revenu trimestriel. A ce jour, plus de 60 % de la population adulte, environ 3 000 personnes, a rejoint le projet de la Fondation Faya. Le premier paiement versé en mars représentait jusqu'à 816 €, une somme conséquente sur l'île.

Cependant, prendre soin de l'environnement est un processus d'apprentissage continu. Par exemple les versements sont réduits si des arbres sont coupés sans autorisation. Par ailleurs, la fondation finance des améliorations dans les écoles, revitalise le commerce du cacao, et procure des conseils financiers, car de nombreux habitants de Principe n'ont ni compte en banque ni expérience en matière de gestion financière. Elle travaille aussi au développement d'un nouveau village.

Les progrès de cette expérience sociale innovante seront suivis de près. M. Shuttleworth déclare : « *Si elle réussit, j'espère que d'autres écosystèmes irremplaçables pourront en bénéficier à grande échelle.* »

Deux réussites environnementales

Une initiative verte de l'Arabie Saoudite



Logo : Initiative verte saoudienne (Image : Saudi Green Initiative, Wikimedia Commons)

L'initiative verte de l'Arabie Saoudite, dont l'objectif consiste à planter 10 milliards d'arbres soit l'équivalent de la réhabilitation de 40 millions d'hectares, fut initiée en 2021 par le Prince héritier Mohammed Ben Salman. Le projet a franchi un cap cette année avec la restauration du premier million d'hectares de terres dégradées et la plantation de plus de 159 millions d'arbres.

Le ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, également président du conseil d'administration du Centre national pour le développement de la couverture végétale et de la lutte contre la désertification, Abdulrahman Al-Fadley déclare que cette transformation en cours aboutira à la restauration de 2,5 millions d'hectares d'ici 2030. A ceci viennent s'ajouter des projets stratégiques comme l'utilisation de l'eau de barrages et la collecte d'eaux de pluie.

Le vice-ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, Mansour Al-Mushaiti, attribue cette réussite à la synergie entre le gouvernement, le secteur privé et le secteur non-lucratif, et il met en avant des projets comme le Programme national pour l'ensemencement des nuages. Il affirme que l'ensemencement des nuages a permis non seulement d'augmenter les précipitations mais également de

réduire les tempêtes de sable de 50 % en 2025.

La clé consiste dans une approche intégrative et une volonté politique de mener à bien ce chantier. Une fois ces conditions réunies, le projet prouve que la restauration des terres est possible même dans les environnements les plus difficiles.

États-Unis : cent barrages supprimés en un an

L'élimination d'un barrage est l'un des moyens les plus rapides et les plus efficaces pour redonner vie à une rivière. En quelques jours, les insectes reviennent. En quelques semaines, des poissons endémiques reprennent possession des cours d'eau qu'ils avaient quittés depuis des générations. Toute le bassin versant recommence à respirer.

Aux États-Unis, l'année 2025 a marqué un tournant dans l'élimination de barrages et la reconnexion des cours d'eau. Cent barrages ont été supprimés, reconnectant environ 7 874 kilomètres de rivières, le plus grand nombre de kilomètres en amont jamais reconnectés en un an dans le pays grâce à la suppression de barrages. Ces suppressions ont eu lieu dans trente États, la Pennsylvanie en tête, un État historiquement leader dans la restauration des rivières, qui a supprimé quatorze barrages en 2025.



Démolition d'un barrage en cours (Photo : USFWS/Southeast, Wikimedia Commons)

Certaines de ces suppressions concernent des structures dangereuses qui tombaient en ruines, d'autres ont rétabli le passage d'espèces de poissons menacées ou réduit le risque d'inondation, tandis que d'autres encore ont généré une restauration non seulement écologique mais également culturelle en faveur de tribus autochtones.

Lorsque les barrages n'ont plus d'utilité, mais qu'en réalité, ils empêchent les poissons de rejoindre leur lieu de reproduction, ils présentent des risques pour

la sécurité, augmentent le risque d'inondation, ne fournissent plus d'électricité et devraient être démantelés.

L'association *American Rivers* prévoit de supprimer 30 000 barrages d'ici 2050 sur les 500 000 répertoriés par l'inventaire national, et le mouvement prend de l'ampleur rapidement grâce au soutien populaire croissant.

Cent barrages et presque 8 000 kilomètres de rivières qui retrouvent leur flux naturel en un an, ce n'est pas un mauvais bilan.

Restitution de terres aux tribus autochtones de Californie

En 1850, le gouvernement de l'État de Californie s'était engagé à réserver environ 7 % des terres et des eaux de cet État pour les tribus autochtones. 175 ans plus tard, cet engagement semble enfin se concrétiser : l'Agence des ressources naturelles de Californie (CNRA) prévoit de confier plus de 3 millions d'hectares de terres et d'eaux côtières à la gestion des tribus.

Dans une déclaration au magazine *High Country News*, le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a déclaré : « *La restitution des terres tribales est la reconnaissance d'une douloureuse histoire de dépossession, une preuve de responsabilité et un engagement pour un avenir meilleur.* »

Lors de la signature des traités initiaux, nombre de chefs tribaux n'ont bénéficié que d'un soutien limité, voire inexistant, en matière de traduction. Et la première session législative de l'État a interdit la pratique autochtone consistant à allumer des feux contrôlés et prudents destinés à gérer le territoire. Ce manque de gestion responsable a eu des conséquences désastreuses : dégradation de la qualité de l'eau des lacs et des rivières, réduction de la biodiversité et transformation de certains parcs de l'État en véritables poudrières.

Morning Star Gali, directeur et fondateur d'Indigenous Justice et membre de la tribu Ajumawi de Pit River, a déclaré : « *L'Agence des ressources naturelles de Californie fait des progrès importants* » pour reconnaître et répondre au problème des traités non ratifiés. Il a également indiqué qu'il faudra des décennies pour réparer ces injustices historiques.

Voici quelques exemples de restitutions récentes organisées par Land Back, un mouvement visant à restituer les terres ancestrales aux tribus

amérindiennes de Californie :

- 6 000 hectares ont été restitués à la tribu Yurok, dernière étape d'un processus de restitution de près de 20 000 hectares précédemment exploités par des entreprises forestières. Le président de la tribu Yurok, Joseph L. James, a déclaré : « *L'impact de ce projet est considérable [...] nous bâtissons un avenir durable pour les poissons, les forêts et notre peuple, qui respecte à la fois l'intégrité écologique et notre patrimoine culturel.* »
- En octobre 2026, la tribu indienne de Tule River a récupéré près de 6 900 hectares dans la vallée centrale.
- En novembre 2026, l'État a approuvé un soutien financier pour la tribu Washoe du Nevada et de Californie, pour racheter 4 200 hectares d'anciennes terres de ranchs dans le nord de la Sierra Nevada.
- En décembre 2026, près de 370 hectares bordant le parc national de Yosemite ont été restitués à la tribu Miwuk du sud de la Sierra Nevada.

L'Agence des ressources naturelles estime que plus de 690 000 hectares sont déjà gérés par des tribus. Cela comprend plus de 40 500 hectares grâce aux programmes de restitution de terres de l'État, plus de 28 400 hectares sous forme de réserves et de terres en fiducie, et plus de 36 400 hectares grâce à des partenariats avec les parcs d'État de Californie.

<https://www.hcn.org/issues/58-2/landback-advances-a-cross-the-west/>

<https://www.latimes.com/environment/story/2026-03-17/california-pledges-to-open-land-waters-to-indigenous-tribes>

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:California_tribes_and_languages_at_contact.svg

Dix-neuf mégapoles enregistrent des réductions « remarquables » de la pollution atmosphérique.

Selon une analyse récente de *Breathe Cities*, une initiative qui soutient les villes du monde entier dans leurs efforts pour assainir l'air et améliorer la santé publique, Londres, San Francisco et Pékin figurent parmi les 19 mégapoles ayant enregistré des baisses « remarquables » de la pollution atmosphérique depuis 2010. Dans ces trois villes, les niveaux de deux polluants dégradant la qualité de l'air ont diminué de plus de 20 %.

En matière de réduction des particules fines appelées PM2,5, c'est-à-dire de diamètre inférieur à 2,5 microns, Pékin et Varsovie arrivent en tête de classement, tandis qu'Amsterdam et Rotterdam ont enregistré la plus forte amélioration concernant le dioxyde d'azote (NO2), avec des réductions de plus de 40 %.

L'analyse a montré qu'en l'espace de 15 ans, des « réductions substantielles » peuvent être obtenues grâce à des mesures ciblées telles que la transition rapide de la Chine vers les voitures électriques, le développement des pistes cyclables dans les villes européennes et les restrictions imposées par Londres aux véhicules polluants.

La combustion des énergies fossiles libère des gaz toxiques et des particules nocives. En plus de contribuer à la formation de pluies acides, les plus fines de ces particules peuvent pénétrer dans la circulation sanguine et se propager dans tout le corps, endommageant les organes, tandis que le dioxyde d'azote endommage les voies respiratoires.

Le Dr Gary Fuller, spécialiste de la pollution atmosphérique à l'Imperial College de Londres, a

déclaré : « *La pollution de l'air est souvent présentée comme un problème insoluble et politiquement impopulaire. Ce rapport démontre que des politiques ambitieuses peuvent améliorer la qualité de l'air que nous respirons.* »

<https://www.theguardian.com/environment/2026/mar/12/london-san-francisco-and-beijing-achieve-remarkable-reductions-in-air-pollution>

Sources : www.hcn.org ; www.latimes.com ; www.theguardian.com

Thématiques : [environnement](#)

Rubrique : [S.O.P. — Sauvons notre planète](#) (« Les changements climatiques montrent sans l'ombre d'un doute que la planète est malade... Le temps nous est compté pour mettre fin aux ravages que subit quotidiennement la planète Terre. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant a son rôle à jouer dans sa restauration. Oui, le temps presse. Save Our Planet (S.O.P.), sauvons notre planète ! » Le Maître de B. Creme, S.O.P. Sauvons notre planète, 8 septembre 2012.)